

SÉANCE PARLEMENTAIRE

La compétitivité de la Place en question

Écrit par Aurélie Boob

Publié à 15:07



L'économie luxembourgeoise se situe régulièrement en bonne position dans les classements internationaux, notamment grâce aux résultats de la place financière. (Photo: Maison Moderne/Archives)



Écoutez cet article

0:00 / 3:45 1X

Classements des places financières mondiales, réglementations, montages juridiques... Le 15 juin, lors d'une séance parlementaire, la question de la compétitivité de la Place a été soulevée par Laurent Mosar, député CSV.



Si Luxembourg est systématiquement bien positionnée dans les index des places financières durables, elle a perdu quatre places dans le très sérieux classement Global Financial Centres Index (GFCI) de 2022, passant de la 23^e à la 27^e place mondiale. New York, Londres et Hong Kong occupent respectivement les 1^{re}, 2^e et 3^e places.

Au niveau européen, Luxembourg n'arrive qu'en 10^e position, si on tient compte de la proximité géographique de Londres, Zurich et Genève, et non de leur appartenance à l'UE. La proximité géographique de Places régulées et non régulées par l'UE crée une concurrence forte: les Places qui ne sont pas soumises aux directives de l'UE en matière de réglementation financière peuvent tirer leur épingle du jeu et déstabiliser le fameux «level playing field» sur lequel les marchés financiers évoluent en Europe occidentale.

La crainte des délocalisations

Un constat qui a amené le député CSV  Laurent Mosar à soulever le sujet de la compétitivité de la Place auprès de la ministre des Finances lors d'une séance de questions au gouvernement à la Chambre, le 15 juin. «J'aimerais savoir ce que le gouvernement pense de ces classements, et comment il tient compte des décotes successives de ces deux dernières années.»

Indirectement en lien avec ce constat, il souhaite attirer l'attention du gouvernement sur le poids de la régulation européenne, notamment les obligations de conformité légale supplémentaires imposées par l'UE, qui ajoutent des contraintes aux établissements financiers qui en dépendent, et auxquelles Londres, Genève et Zurich ne sont pas soumises de manière aussi stricte. «La question de la compliance représente, pour les banques, un coût gigantesque. On se demande si l'UE n'est pas en train de jouer le jeu de Londres, qui dispose de règles plus élastiques?» Pour rappel, une régulation forte reste, dans une certaine mesure, également un avantage concurrentiel pour une place financière.

Enfin, la compétitivité de la Place est aussi, selon lui, affectée par certaines pratiques juridiques dans le secteur bancaire: «De plus en plus de banques transforment leurs filiales en succursales, ces dernières étant indépendantes et ne relevant pas forcément de la maison mère. Cela pourrait constituer une forme de délocalisation de l'activité bancaire, qui ne serait pas dans l'intérêt de la Place».

De la méthodologie des classements...

Dans sa réponse au député, et comme elle l'avait déjà fait par écrit lors d'une question parlementaire sur le même sujet – déjà posée par Laurent Mosar le 5 mai dernier –, la ministre des Finances,  Yuriko Backes (DP), a, de son côté, critiqué les méthodes d'évaluation dont sont issus les classements du type GFCI. Ce dernier comporterait en réalité une partie qualitative (et là le Luxembourg se classerait, selon elle, à la 8^e place, devant Londres) et une partie quantitative.

Elle a rappelé que «les variations de quelques rangs dans les classements ne permettent pas de tirer des conclusions quant à l'évolution de l'attractivité ou des performances de la Place en question (...), laquelle se tient régulièrement dans le top 10 européen», arguant également que de nombreuses institutions financières choisissent de s'installer au Luxembourg chaque année. «La transformation de filiales en succursales est un phénomène de structuration général au sein des grands groupes bancaires en Europe. Au Luxembourg, cela ne conduit pas à une réduction des activités ou du personnel (...), au contraire, on constate que les filiales continuent de renforcer leurs activités dans le pays.»

Laurent Mosar

Yuriko Backes

